

Ministère de la Justice, Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse	
Formation de formateurs	Formation continue

"L'éducation à l'épreuve des consommations des substances psychoactives"

Lieu : Rouen, Date: Du 16/10/2000 au 24/10/2000

Organisateur : CRES Haute Normandie et CRF-PJJ de Normandie

Historique de la formation

Un projet influencé par la MILDT

Dès 1998, une personne de la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (bureau K3) a participé aux réunions interministérielles (emploi et solidarité, Education Nationale, Jeunesse et Sports) organisées par la MILDT sur la formation des professionnels confrontés aux phénomènes de consommation par les jeunes de substances psychoactives licites et illicites.

A la suite de ces réunions, un groupe de conception de la formation pour les formateurs PJJ a été mis en place en 1999 et a produit un référentiel de formation. Il était composé de divers praticiens, de formateurs du Centre Nationale de Formation et d'Etudes (CNFE) du site central et des CRF (Centre Régional de Formation), du Comité Régional d'Education pour la Santé (CRES) de Haute Normandie et de la MILDT. La première réunion du comité de pilotage chargé des formations Toxicomanie à la PJJ a eu lieu le 29/06/99 et a été suivie de 2 autres réunions. Ces réunions ont abouti à la conception d'un cahier des charges de la formation en septembre 1999.

Selon le cahier des charges, l'Association Nationale de Recherche, Enseignement et Loisirs (ANREL) devait contribuer à la conception du référentiel de formation en lien avec le bureau de l'action et des méthodes évaluatives (K1) de la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. De plus, l'ANREL était chargée de l'évaluation du cycle de formation.

A l'initiative du Bureau des Méthodes de la PJJ, le CNFE avait la tâche d'assurer l'opérationnalité de la formation à destination des formateurs et des personnels éducatifs de la PJJ, c'est donc dans ce cadre que les crédits alloués par la MILDT ont été affectés au CNFE, chargé ensuite de leur distribution. La PJJ était donc "le pilote de la formation et la MILDT a apporté un appui matériel et financier". La formation du CRES de Rouen a coûté 95 500 F (soit 14 560 euros) et a donc été financée par le CNFE.

Selon le directeur du CNFE, avant la mise en place de ces formations, la problématique de lutte contre la drogue et la prévention des dépendances étaient traitée de manière hétérogène suivant les centres. "Mon souci, était de faire en sorte qu'il y ait une maîtrise propre du sujet par l'institution (PJJ), "C'était l'objectif et c'est l'objectif" encore aujourd'hui.

La sélection des centres régionaux ne s'est pas faite après un appel à projets. Les 4 centres régionaux ont été sélectionnés directement. Le choix s'est donc porté sur Lille, Paris, Marseille qui concernent une population importante et des "réalités fortes" liées à la toxicomanie. Le quatrième centre, celui de Rouen (objet de notre étude), a été pionnier en raison du fait qu'un formateur du CRF-Normandie et la directrice du CRES Haute-Normandie avaient participé aux travaux préparatoires. De plus la région de Normandie présentait "une situation intermédiaire" avec un milieu rural et un milieu urbain. Les différents centres régionaux de formation PJJ devaient ensuite mettre en place les formations en collaboration avec des organismes privés comme le CRES et l'Institut Régional du Travail Social (l'IRTS).

Selon le médecin mis à disposition de la PJJ par le Ministère de la Santé, l'élaboration du contenu et du cahier des charges s'est déroulée de manière satisfaisante, par contre la mise en place des formations a

pris beaucoup de temps. En effet, les modules ont été retardés pour permettre à un maximum de participants d'être présents.

En ce qui concerne, la formation menée en Normandie, c'est un chargé de mission au CRES de Haute-Normandie et le responsable du CRF-PJJ de Normandie qui se sont chargés de l'ingénierie de formation (sélection des intervenants, matériel pédagogique, lieux, etc.). Le premier participait à l'époque aux réunions organisées par la MILDT qui ont servi à l'élaboration du Plan Triennal et le second ainsi que la directrice du CRES Haute-Normandie avaient participé auparavant aux réunions menées par la Direction de la PJJ et la MILDT pour l'élaboration d'un cahier des charges pour la formation.

Les participants ont accueilli de manière hétérogène le projet de formation. Pour certains, le programme de formation était déjà trop chargé, d'autres avaient le sentiment de déjà faire ce travail et ne comprenaient donc pas cette nouvelle demande. De plus, "il n'existe pas de formation initiale donc beaucoup ne comprennent pas pourquoi faire une formation pointue,....c'est mettre la charrue avant les bœufs". Ces réticences, plus le changement de directeur du CNFE a provoqué un retard d'une année, sur le programme initial.

Pour la sélection des participants, le CNFE a convoqué l'ensemble des formateurs aux formations, or tout le monde n'a pas participé aux formations pour des raisons de disponibilités ou autres. Finalement, le public visé par la formation en Normandie était l'ensemble des formateurs intervenant auprès des personnels éducatifs du champ de la PJJ, les personnels éducatifs de la PJJ et du CRES Haute-Normandie. 2 formateurs PJJ, 2 chargés de mission au CRES Haute-Normandie et une infirmière PJJ ont participé à l'ensemble de la formation. 3 autres formateurs et un médecin stagiaire du Conseil Général ont participé à la première séquence.

Les organisateurs et intervenants ont dû, tout au long de ce processus de construction et de mise en place de cette action de formation, s'adapter aux aléas institutionnels et à la variation de la taille du groupe (désistements de dernière minute ou annonce lors de l'accueil d'une participation ponctuelle...). Par exemple, des réunions ont été prévues par le CNFE aux mêmes dates, et d'autre part le co-animateur PJJ prévu a dû annuler sa participation pour ces raisons.

Les objectifs de la formation étaient de permettre aux formateurs d'appréhender les différents aspects liés aux consommations de substances psychoactives chez les jeunes, notamment sous l'angle des prises de risques et des conduites addictives. De leur permettre de concevoir et d'animer un module de formation pour des éducateurs de la PJJ, autour de ces questions, dans le cadre plus global de la promotion de la santé et d'identifier les ressources disponibles sur ce thème, en terme d'outils, de réseaux, et de méthodologie.

Lien avec le Plan Triennal

La mise en place de la formation était antérieure au Plan Triennal mais a bénéficié de la réflexion en cours, notamment grâce à M. Verdier qui participait à l'époque aux réunions de travail menées à la MILDT.

Le matériel utilisé provenait de la MILDT, du CFES et de l'Inserm.

Une chargée de mission à la MILDT n'est pas intervenue dans le cadre de la formation mais a participé aux réunions qui ont servi à l'élaboration du cahier des charges des formations.

Une personne du CRES a été stagiaire de la session de formation interministérielle.

Une formation adaptée au champ de la PJJ

La formation s'est déroulée du lundi 16 au mercredi 18/10/2000, le lundi 23 et le mardi 24/10/2000, soit un total de 30 heures de formation.

L'ensemble de la session était co-animée par un formateur du CRES de Haute-Normandie et un formateur de la PJJ. Pour certains modules, il a été fait appel à un expert extérieur à ces deux structures.

L'idée, pour les intervenants extérieurs, était de "réunir deux compétences", des spécialistes de la toxicomanie et des "gens de la maison pour garder les méthodes pédagogiques de la PJJ". Les intervenants étaient donc un chargé de mission à Médecins du Monde, un professeur de psychologie à l'université de Rouen, Ramon Neira (Psychologue et consultant sur les questions de drogues), un formateur au CRF-PJJ de Marseille et une documentaliste du CRES de Haute-Normandie.

Les méthodes pédagogiques ont alterné avec des mises en situation collectives, des réflexions individuelles et en petits groupes, des analyses collectives d'études de cas et de support vidéo, des partages en grand groupe et des échanges à partir d'apports théoriques.

Les messages de la formation correspondaient au contenu du socle commun de connaissances même si ce dernier a été finalisé plus tard.

Résultats de la formation

Le point de vue des organisateurs

Selon un intervenant, le groupe lui a semblé homogène et les sujets de la formation ont suscité des discussions très constructives. Le cadre a permis d'aborder des sujets qui ne sont pas habituelles, souvent par "peur", comme le testing dans les rave. Cet intervenant qualifie la formation d'une formation d'information et non d'une formation de formateurs car les méthodologies pédagogiques n'ont pas été abordées. Il s'agissait de traiter la "méthodologie de prise en charge" des usagers.

Selon les organisateurs, les participants, formateurs à la PJJ, présentent leur participation sous l'angle de l'obligation hiérarchique, d'un intérêt pour cette thématique mais intérêt non prioritaire quant à leur exercice professionnel, étant pour la plupart de "jeunes" formateurs. Ces derniers ont souligné la difficulté de se projeter dans un contenu de formation aussi spécifique, quand les bases du métier de formateur ne leur ont pas été proposées.

Le point de vue des participants

Selon une participante, les autres participants, extérieurs à la PJJ, et infirmières PJJ ont exprimé une motivation certaine pour cette formation. Les participants du CRES étaient, à des titres divers, co-producteurs ou utilisateurs des outils présentés.

Ce décalage entre les deux niveaux d'attentes et d'implication n'a pas été réellement dépassé, et n'a probablement pas aidé l'ensemble du groupe à se situer dans une véritable dynamique formative.

Une évaluation référée aux attentes initiales et aux objectifs du stage a été menée avec les derniers participants.

Le contenu de cette évaluation tient dans les quelques propos suivants.

"J'ai découvert beaucoup de choses mais j'ai plus appris sur le thème que sur les méthodes. Les outils auraient dû être plus travaillés".

"Je ne suis pas formatrice, et sur l'essentiel des contenus, je connaissais déjà. Mais si je ne me sens toujours pas capable d'animer seule, je le pourrais en co-animation".

"Ce qui m'a interloqué, c'est la notion de réduction des risques". "J'ai envie de dire, c'est une question de génération". "Place de Médecin du monde dans les Rave".

La formation est jugée trop courte pour pouvoir à la fois appréhender le contenu et les méthodes de formation (la mise en place, "il faut du temps pour conceptualiser").

Une proposition a émergé de cette expérience : la création d'un groupe de travail spécifique et représentatif du personnel PJJ.

Il semble que peu de formateurs ayant suivi le stage ont ensuite mis en place des actions.

Pour le moment, il semble qu'aucune action spécifique n'ait été mise en place.

Lors de notre enquête réalisée auprès de 6 participants, nous avons constaté que tous se sentaient plutôt bien voire très bien informés sauf sur le thème de l'économie et de la géopolitique. Ces participants avaient tous déjà suivi d'autres formations. Pour chacun d'eux, le souvenir que leur a laissé la formation est plutôt précis. Ils ont plutôt été confortés dans leur point de vue, pour 4 d'entre eux, et la plupart n'a ni changé sa façon de parler des drogues et dépendances, ni sa façon de travailler au quotidien. Les réseaux n'ont pas

été particulièrement renforcé à la suite de la formation. Concernant les problèmes de drogues, 5 de nos participants ne jouent pas de rôle particulier au sein de leur institution.

Le contexte

Le contexte spécifique PJJ

Il y a en France environ 3000 éducateurs. Au cours des 3 dernières années, un important recrutement d'éducateurs a été mené, qui s'est traduit par une forte augmentation des effectifs à former et donc un encombrement des centres de formation qui sont au nombre de 8 (pôles territoriaux). C'est dans ce contexte qu'a été mis en place le dispositif de formation de formateurs, selon une personne du CNFE, "on a chargé la barque", mais "il ne fallait pas rater le train en marche". C'est la "raison pour laquelle je mets le turbo pour la mise en place des formations".

Un point important soulevé par M. Fatras est "la difficulté d'avoir une démarche rigoureuse sur les problèmes de toxicomanie alors que la démarche prioritaire des politiques est la sécurité".

"La population dans nos structures PJJ est très jeune et est plus touchée par la consommation d'alcool et de haschisch". "Ils s'expriment par la violence et non l'autodestruction". Il a fallu réaliser un travail complémentaire pour adapter la documentation de la MILDT à la réalité des structures de la PJJ qui n'est pas confrontée régulièrement aux problèmes de dépendances. L'idée est de faire que les éducateurs rencontrent les spécialistes car bien souvent les jeunes toxicomanes qui passent par les structures de la PJJ "sont rejetés vers des structures spécialisées".

Existence d'autres formations

La formation étudiée est spécifique aux formateurs, l'idée étant donc par effet "boule de neige", de faire bénéficier l'ensemble du personnel PJJ des connaissances acquises par ces formateurs. D'autre part, nous avons appris l'existence d'autres formations pour les éducateurs et les infirmières mais aucun de nos interlocuteurs n'a pu nous décrire ces formations.

Démultiplication

L'aspect santé publique rencontre des résistances au niveau des représentations dans l'institution ("enjeu de ma mission"). L'objectif est donc de faire bouger le dossier dans la pile, faire comprendre que la santé est un thème transversal. "La difficulté est de placer le thème dans une hiérarchie prioritaire."

D'après un intermédiaire interrogé, en ce qui concerne la formation continue, l'inscription à une formation est optionnelle. C'est donc un "problème culturel" si le personnel n'y participe pas. Un travail d'acculturation doit être mené afin "de faire intégrer le fait que la santé n'est pas qu'une affaire de spécialistes."

Entretiens

Chargée de mission MILDT, Bureau des politiques sociales et d'insertion

Intermédiaire 1 : Médecin mis à disposition de la PJJ par le Ministère de la Santé

Intermédiaire 2 : Directeur du CNFE

Organisateur 1 : Responsable du CRF-PJJ de Normandie

Organisateur 2 : Directrice du CRES de Haute-Normandie

Intervenant : Chargé de mission à Médecins du Monde, Mission Rave

Participant : Infirmière départementale PJJ en Seine-Maritime